

# L'ACTION PARLEMENTAIRE : UN IMPÉRATIF

*« Le pouvoir destructeur des armes nucléaires ne peut être endigué ni dans l'espace ni dans le temps. »*

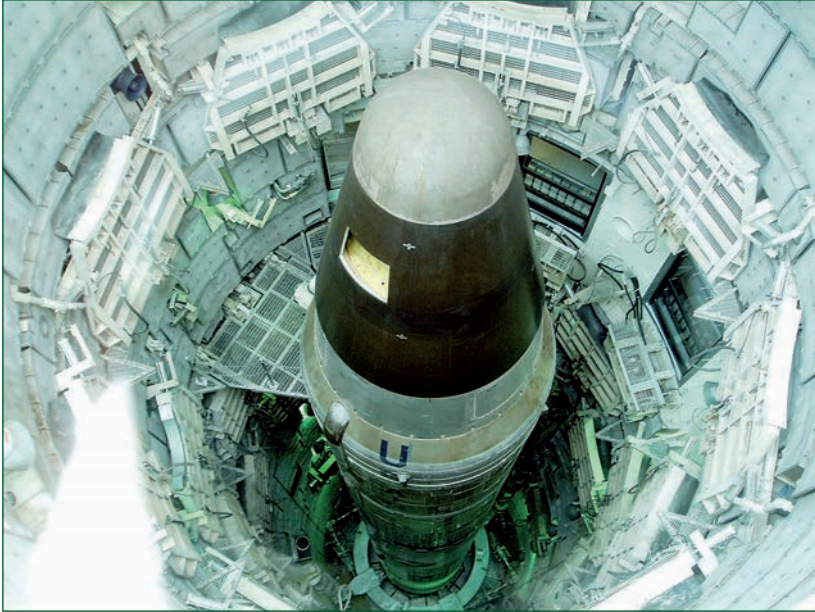
Cour internationale de Justice, 1996

En 1996, la Cour internationale de Justice a estimé que tout emploi ou toute menace d'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable en temps de guerre, notamment au droit international humanitaire. Toutefois, sachant qu'un certain nombre d'États continuaient à s'appuyer sur la dissuasion nucléaire pour assurer leur sécurité, la Cour n'est pas parvenue à une décision commune sur la question de savoir quel était le rôle des armes nucléaires dans le cas particulier où il s'agirait d'assurer la survie même d'un État menacé d'attaque nucléaire. Par contre, elle a jugé à l'unanimité que tous les États avaient l'obligation de faire disparaître la menace que représentent les armes nucléaires en poursuivant des négociations en vue de les éliminer sous un contrôle international strict et efficace (voir Annexe V : Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires).

Où en est-on en matière d'armes nucléaires et de désarmement nucléaires ?

Dans ses mémoires publiées en 2004, l'ancien Président des États-Unis, Ronald Reagan a écrit qu'en tant que Commandant en chef des forces armées américaines, il était confronté à la perspective de n'avoir que « **six minutes** pour décider comment réagir à un signal sur un écran radar et s'il fallait ou non déclencher l'apocalypse ! », et il a ajouté : « Qui pourrait faire preuve de raison dans un moment pareil ? »<sup>3</sup>

La plupart des gens oublie que plus de dix ans après le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les États dotés d'armes nucléaires détiennent toujours près de 19 000 ogives nucléaires, dont plusieurs milliers sont prêtes à être lancées dans le cadre des dispositifs de « lancement sur alerte », ce qui accule les présidents russe et américain à la situation décrite par le Président Reagan,



© Teistar Logistics Photostream, Flickr

Missile balistique intercontinental mis hors service, dans son silo. Titan Missile Museum à Sahuarita, en Arizona (États-Unis), novembre 2003.

à savoir le risque de devoir décider en six minutes d'une apocalypse (les temps d'alerte de certains États détenteurs d'armes nucléaires, tels que l'Inde et le Pakistan, sont encore plus courts, voire quasi-inexistants).

Bruce Blair, ancien contrôleur de missiles nucléaires, signale que chaque jour ou presque, l'organisme américain de commande et de contrôle des armes nucléaires recense des incidents tels que des lancements de missiles. Les autorités ont alors trois minutes pour juger s'il peut s'agir ou non d'attaques nucléaires qui exigent d'être notifiées au Président. Celui-ci dispose ensuite de six à huit minutes pour décider s'il faut lancer des représailles. Plusieurs fois, des incidents sans gravité, tels que le lancement d'un satellite météorologique ou une méprise sur un exercice d'entraînement militaire, ont bien failli déclencher un affrontement nucléaire.<sup>4</sup>

D'après Gareth Evans, initiateur de l'Asia-Pacific Leadership Network for Nuclear Non-Proliferation and Disarmament et ancien Ministre australien des Affaires étrangères, si le monde n'a pas encore disparu

dans une apocalypse nucléaire, nous le devons à la chance plus qu'à la prudence. « Dans un monde où de nombreux États disposent désormais d'armes nucléaires, où les tensions régionales sont palpables, où les systèmes de commande et de contrôle sont plus ou moins élaborés, où les cybertechnologies peuvent avoir des effets de déstabilisation et où l'on continue à mettre au point des armes plus modernes (notamment plus petites et plus faciles d'emploi), on ne peut pas continuer à miser que sur la chance. »<sup>5</sup>

Pour le Président de la Commission sur la prolifération des armes de destruction massive, Hans Blix, le fait que l'on n'ait pas encore réussi à mettre un terme à ces politiques et pratiques remontant à la Guerre froide était « un signe d'incompétence collective ». <sup>6</sup>

Fait tout aussi préoccupant, sinon plus, on assiste à une prolifération des armes nucléaires. De plus en plus de pays en sont dotés et l'on voit même une capacité croissante, y compris d'acteurs non-étatiques, à acquérir ou à produire des armes nucléaires ou radiologiques. Or, les nouveaux États détenteurs d'armes nucléaires ne mettront sans doute pas en place les mêmes dispositifs de sécurité, ni les mêmes mesures de confiance que ceux qu'ont établis les États déjà dotés d'armes nucléaires en vue de réduire le risque d'holocauste nucléaire dû à un accident ou à une erreur de calcul. De même, il est moins probable que les acteurs non-étatiques se conforment aux contraintes juridiques et morales qui ont évité l'emploi intentionnel d'armes nucléaires en temps de guerre depuis 1945.

Désarmement nucléaire et non-prolifération nucléaire sont les deux aspects d'un même problème – l'un ne va pas sans l'autre. Dans le monde polarisé du XX<sup>e</sup> siècle, le désarmement nucléaire était peut-être une chimère et les gouvernements ne pouvaient sans doute pas faire mieux que de limiter la prolifération nucléaire et la course aux armements nucléaires.

Mais dans le monde interconnecté du XXI<sup>e</sup> siècle, les parlementaires ont à la fois le devoir et les moyens d'agir, au plan national et par-delà les frontières, pour susciter une mobilisation politique et édifier des dispositifs de sécurité de nature à enrayer la prolifération et à permettre l'abolition des armes nucléaires dans le monde, sous un contrôle international strict et efficace.

En octobre 1986, on est passé tout près de l'élimination complète des armes nucléaires. En effet, lors du sommet historique de Reykjavik, le

Président des États-Unis, Ronald Reagan, et le Secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev – qui avaient tous deux acquis la conviction qu'« une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit en aucun cas être livrée »<sup>7</sup> –, ont, contre toute attente, pris leurs distances par rapport à la maîtrise classique des armements pour énoncer l'idée d'un monde sans armes nucléaires.

Malheureusement, ils ne sont pas parvenus à régler des problèmes essentiels – notamment les préoccupations de l'Union soviétique suscitées

*Les parlementaires peuvent faire en sorte que, cette fois, l'occasion ne nous échappe pas et que les discours se concrétisent avec l'élaboration d'un cadre juridique, technique, institutionnel et politique propre à éliminer peu à peu la dissuasion nucléaire au profit d'un monde exempt d'armes nucléaires.*

par le programme de défense antimissiles balistiques des États-Unis connu sous le nom de « Guerre des étoiles » –, ce qui a empêché toute négociation pour sortir de la dissuasion nucléaire. La seule avancée possible à l'époque se concrétisa par un traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et des accords de réduction du nombre de vecteurs. Les deux camps ont renoncé à leurs grandes visions et adopté une approche graduelle du désarmement nucléaire qui n'a donné que des résultats très minces durant les 25 ans qui ont suivi.

Dernièrement, l'idée d'un monde sans armes nucléaires a refait surface, avec la publication en 2007, par le *Wall Street Journal*, d'une tribune de quatre anciens hauts responsables des États-Unis (Henry Kissinger, Sam Nunn, Georges Shultz et William Perry) intitulée « Un monde sans armes nucléaires ». Depuis, cette idée a été reprise par le Président des États-Unis, Barack Obama, et soutenue par de nombreuses déclarations de chefs d'États et d'anciens responsables d'États dotés d'armes nucléaires et de leurs alliés. Il est grand temps de faire renaître l'esprit de Reykjavik et de s'appuyer sur cette nouvelle dynamique.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a présenté un projet pour concrétiser cette vision. Il s'agit de s'appuyer sur les dispositions déjà prises en matière de non-prolifération et de désarmement et de mettre en place un ensemble de mesures graduelles ainsi qu'un programme global

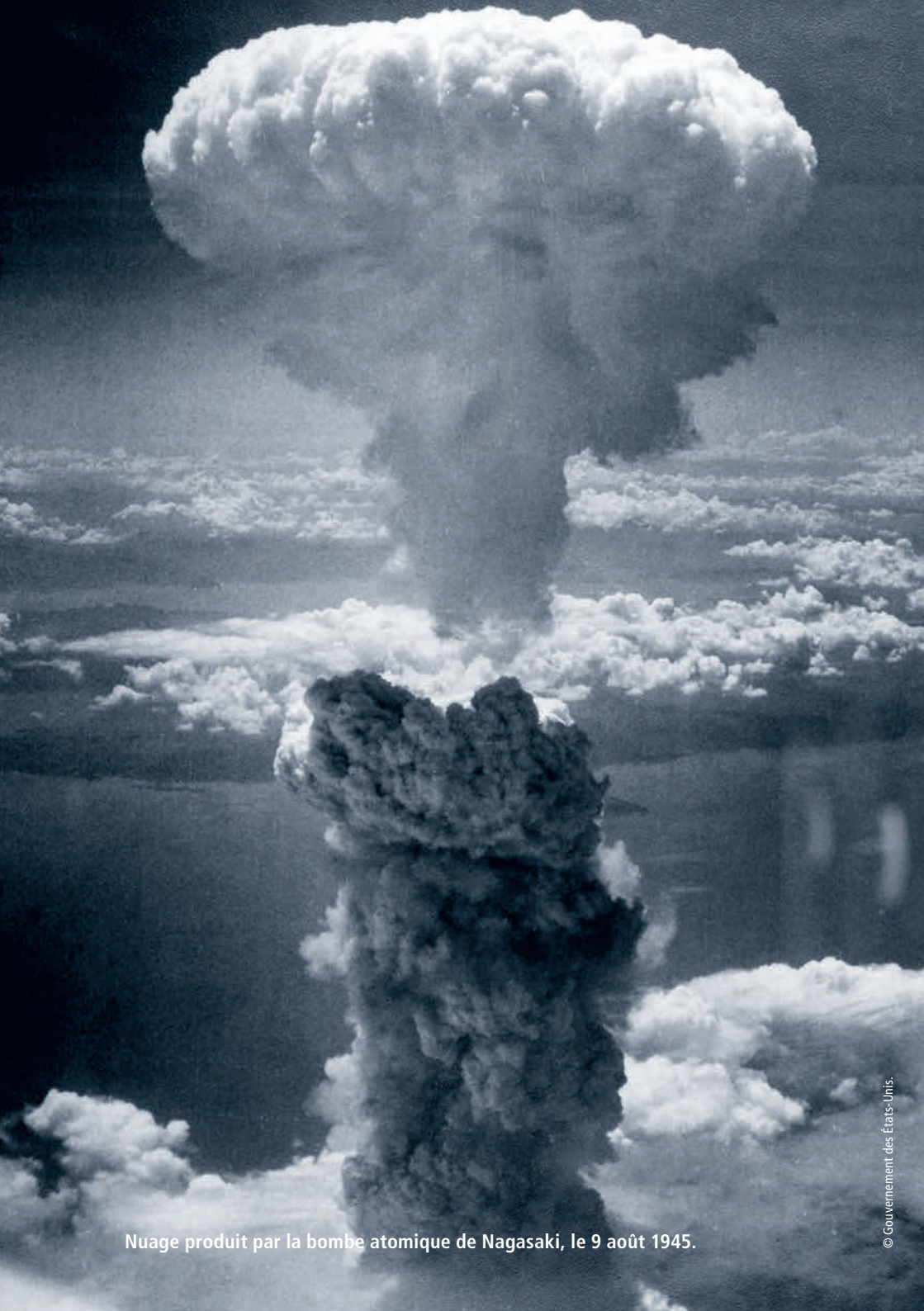


© Nations Unies/Paule Filgueiras

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, présente sa proposition en cinq points pour le désarmement nucléaire à l'ONU (New York, le 24 octobre 2008).

en vue de l'établissement d'une convention sur les armes nucléaires ou d'un ensemble d'accords prévoyant l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires à l'échelle planétaire.

Nous espérons que ce *Guide* aidera les parlementaires à saisir cette opportunité et à faire avancer la cause d'un monde exempt d'armes nucléaires.



Nuage produit par la bombe atomique de Nagasaki, le 9 août 1945.